

Les oubliés de la reprise

[Guillaume Duval](#) 01/06/2018 [Alternatives Economiques n°380](#)

L'embellie économique, engagée en France depuis 2015, s'est accélérée en 2017. Mais elle ne profite pas encore à tout le monde : tour d'horizon des gagnants et des perdants.

L'activité économique a connu un coup de frein significatif au premier trimestre 2018, entraînant une légère remontée du chômage. Entre le prix du pétrole et la crise italienne, il n'est pas certain que la croissance puisse se maintenir à un rythme élevé au cours des prochains mois¹. Il n'empêche : la reprise amorcée depuis trois ans s'est nettement accélérée en 2017, permettant de faire reculer sensiblement le chômage. Les dégâts de la crise sont-ils enfin en voie d'être définitivement réparés ? Pas pour tout le monde, malheureusement. Au-delà des moyennes, les données disponibles montrent en effet que les oubliés de la reprise restent encore nombreux.

Pour en prendre la mesure, le coeur du sujet reste bien entendu la question de l'emploi et de son corollaire, le chômage. En 2017, la France comptait 28,3 millions d'emplois, 940 000 de plus qu'en 2007, avant la crise. Mais, dans le même temps, la population active, celle qui a ou cherche un emploi, a augmenté de 1,5 million de personnes. Un effet de la dynamique démographique, mais surtout des réformes des retraites qui ont amené de nombreux salariés âgés à rester sur le marché du travail. C'est pourquoi le chômage n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise : il touchait encore 9,4 % de la population active l'an dernier, contre 7,1 % en 2008.

Les jeunes hommes à la peine

Si l'on s'attache à l'âge et au sexe des personnes concernées, on se rend compte que chez les 15-24 ans, la situation des jeunes hommes reste très dégradée : en 2017, 9,3 % d'entre eux étaient au chômage, contre 7,7 % en 2007². Et l'écart a continué de se creuser avec les jeunes femmes : 7,1 % d'entre elles étaient au chômage en 2017, contre 6,8 % en 2007, un quasi-retour au niveau d'avant la crise. Les femmes de 15-24 ans sont en proportion moins nombreuses à être au chômage que celles de 25-54 ans, ce qui n'est pas le cas des hommes.

Chez les 25-54 ans, la crise a entraîné un basculement spectaculaire : jusque-là, la part des femmes de cette tranche d'âge au chômage était toujours supérieure à celle des hommes. Depuis 2009, ce n'est plus le cas, les hommes de 25-54 ans sont davantage au chômage que les femmes. Cet écart s'était creusé nettement entre 2009 et 2015, du fait des graves difficultés rencontrées par les secteurs plutôt masculins que sont l'industrie et le bâtiment. Depuis, il s'est beaucoup réduit grâce à la reprise engagée.

Le taux d'emploi des 25-54 ans dévisse

Mais ce qui est sans doute le plus significatif, et le plus grave, sur cette tranche d'âge qui constitue le coeur de la population active du pays, c'est le recul persistant du taux d'emploi des hommes comme des femmes. En 2017, 85 % seulement des hommes de 25-54 ans occupaient un emploi, contre 89,3 % en 2008. Quant au taux d'emploi des femmes, il est tombé de 77,3 % en 2008 à 75,2 % en 2017. Si le recul est moins marqué chez ces dernières, il n'en est pas moins historique, dans la mesure où, jusque-là, leur taux d'emploi progressait constamment pour converger progressivement avec celui des hommes. Ce coup d'arrêt prolongé, puisqu'il dure déjà depuis une décennie, a de quoi inquiéter.

Les 55-59 ans sont également touchés par la dégradation persistante du marché du travail, avec, là aussi, un écart croissant entre les hommes et les femmes. La part de cette tranche d'âge au chômage a doublé entre 2008 et 2017 malgré un reflux sensible depuis 2014. Les 60-64 ans, quant à eux, sont

confrontés à un début d'envolée d'un chômage quasi inexistant avant la crise. Là aussi, le phénomène touche davantage les hommes que les femmes.

Les seniors enlisés dans le chômage

Ces demandeurs d'emploi âgés forment le coeur des chômeurs de longue durée. 980 000 personnes étaient ainsi inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an en 2008, en catégories A, B et C (y compris, donc, celles et ceux qui ont travaillé quelques heures dans le mois). Au premier trimestre 2018, ce chiffre culminait à 2,6 millions de personnes, plus de 2,5 fois plus. Le nombre des chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis plus de trois ans a même été multiplié par 3,2. Le chômage de longue durée n'a pas baissé avec la reprise, mais il s'est tout de même stabilisé à un haut niveau à partir de 2015. Depuis le dernier trimestre 2017, on observe cependant une remontée rapide due au recul massif des emplois aidés décidé par le gouvernement d'Emmanuel Macron, ces contrats étant destinés d'abord à ces publics en difficulté. Les chômeurs de longue durée font donc incontestablement partie des principaux oubliés de la reprise et leur situation n'est pas près de s'améliorer...

Les diplômés du supérieur rebondissent

Selon le niveau d'études on constate, sans grande surprise malheureusement, que la crise a beaucoup aggravé la situation des personnes ayant seulement un bagage scolaire primaire : 10,4 % d'entre elles étaient au chômage en 2017, une part qui a crû de 3,6 points depuis 2008. Et la reprise n'a quasiment pas eu d'effet bénéfique pour eux. En comparaison, la situation s'est moins dégradée pour les titulaires d'un niveau d'étude secondaire. Enfin, 4,6 % des personnes ayant un diplôme du supérieur étaient au chômage en 2017, soit 0,9 point seulement de plus qu'en 2008. Pour elles, la reprise a permis une baisse très sensible du chômage.

Si l'on prend comme critère cette fois le pays de naissance des personnes, le chômage de celles nées en France ne s'est accru "que" de 1,7 point entre 2008 et 2017, contre 2,8 points pour celles nées hors de l'Union à 28. Ces dernières ont cependant bénéficié d'une forte baisse du chômage depuis 2015 (moins 1,2 point, contre moins 0,5 pour celles nées en France), grâce en particulier au redémarrage du secteur du bâtiment.

Pour affiner le tableau, un zoom au niveau des territoires est nécessaire. Parmi les 95 départements de métropole, des écarts très importants persistent : entre les 14,2 % de chômeurs des Pyrénées-Orientales fin 2017 et les 5,3 % du Cantal, le rapport est de quasiment un à trois. Les départements les moins touchés par le chômage se situent en Ile-de-France, sur l'arc atlantique et en bordure de la frontière suisse, tandis que le pourtour méditerranéen, les Hauts-de-France et la Seine-Saint-Denis sont les plus affectés.

On constate par ailleurs de grands écarts territoriaux dans les effets de la reprise elle-même. Ainsi, entre fin 2014 et fin 2017, le chômage a diminué de plus de 20 % dans huit départements : le Territoire de Belfort, la Haute-Saône, les Vosges et le Doubs à l'est, la Loire-Atlantique, la Mayenne et la Vendée à l'ouest, et la Haute-Garonne au sud. Tandis qu'il a reculé au contraire de moins de 10 % dans huit autres : l'Ardèche, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes au sud-est, la Lozère, l'Aveyron, le Lot, les Pyrénées-Orientales au sud, et l'Indre au centre. Dessinant ainsi une France où la crise a creusé de nouveaux écarts significatifs.

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), qui ont succédé aux zones urbaines sensibles (ZUS), sont largement restés à l'écart de la reprise pour l'instant : selon les chiffres de Pôle emploi, entre fin 2015 et fin 2017, le nombre d'inscrits en catégories A, B et C y a augmenté de 0,1 % et celui des moins de 26 ans de 0,3 %, avec toutefois des situations très contrastées au sein de ces QPV. Un constat inquiétant qui aurait pu justifier la relance ambitieuse de la politique de la ville que proposait Jean-Louis Borloo.

La qualité de l'emploi se dégrade

Mais au-delà du chômage au sens strict, la crise a aussi contribué à dégrader durablement la qualité des emplois. Le recours aux temps partiels s'est un peu accru, passant de 16,8 % des emplois en 2008 à 18,2 % en 2017. Les femmes continuent de fournir le gros des bataillons des emplois à temps partiel, qui concernent 29,6 % d'entre elles, quasiment autant qu'en 2008. Mais ce taux a significativement augmenté chez les hommes, passant de 5,6 % en 2008 à 7,7 % en 2017.

Le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim a lui aussi progressé : de 15 % des emplois salariés en 2008, ils ont grimpé à 16,8 % en 2017. Ils touchent désormais 58 % des emplois salariés des 15-24 ans (contre 52,6 % en 2008), mais aussi 13,5 % des emplois des 25-54 ans et 9,2 % de ceux des plus de 55 ans. On a assisté, parallèlement, à une forte hausse d'un phénomène jusque-là relativement marginal en France : le nombre de salariés qui ont un deuxième *job*. Ils étaient 738 000 en 2008, ils sont désormais 980 000. 760 000 d'entre eux occupent un second emploi salarié et 220 000 sont indépendants. Un développement qui doit beaucoup au succès du statut de micro-entrepreneur.

Mais le signe le plus manifeste et le plus inquiétant de la dégradation de la qualité des emplois et de la montée de la précarité sur le marché du travail est constitué par la hausse ininterrompue du nombre des inscrits à Pôle emploi en catégories B et C. Il s'agit de personnes qui ne sont pas chômeuses au sens strict dans la mesure où elles ont travaillé quelques heures dans le mois (moins de 78 heures en catégorie B, plus de 78 heures en catégorie C), mais elles sont toujours à la recherche d'un emploi. Elles étaient un peu plus d'un million en mars 2008, contre 2,2 millions aujourd'hui, soit un doublement en dix ans. Une croissance rapide qui a résisté jusqu'ici à la reprise. Et là encore, ces précaires comptent davantage de femmes (1,2 million) que d'hommes (970 000).

Enfin, si on s'intéresse aux effets de la reprise sur les revenus des ménages, on constate que celle-ci a été plutôt bénéfique aux salariés en poste. En effet, la hausse des salaires a décéléré moins vite que celle des prix, permettant aux salariés d'engranger des gains de pouvoir d'achat sensibles entre 2015 et 2017. Cette période est cependant terminée : le niveau de l'inflation a rattrapé désormais celui des hausses des salaires, annulant ces gains. Sauf pour les cadres, qui, depuis 2015, voient leurs salaires augmenter significativement plus vite que les autres salariés.

A contrario, la décennie écoulée a été défavorable aux rentiers : alors qu'en 2008, les intérêts perçus sur l'épargne des Français et les dividendes touchés sur les actions qu'ils détiennent représentaient 8 % du revenu disponible des ménages, ils n'en totalisaient plus que 5 % fin 2017. La part des dividendes, a baissé un peu. Mais surtout, les intérêts reçus, qui totalisaient 3,8 % des revenus en 2008, n'en représentent plus que 1,3 %, une division par trois. Un effet évidemment de la politique de la Banque centrale européenne.

Un mince filet de sécurité

On ne dispose pas encore d'estimations du taux de pauvreté pour 2017, mais en 2016, celui-ci restait encore, à 13,6 % de la population, sensiblement supérieur à ce qu'il était en 2008 (12,5 %). Le nombre des bénéficiaires du RSA socle, un bon indicateur avancé de la pauvreté, est quant à lui reparti à la hausse fin 2017, alors qu'il diminuait très lentement depuis 2016. Sans doute un effet, là aussi, des coupes brutales exercées dans les emplois aidés. N'en déplaise à ceux qui se plaignent du "cancer de l'assistanat" en France, l'ensemble des minima sociaux ne représentent que 3 % du revenu disponible des ménages, moins que les dividendes versés aux actionnaires, et cette part est stable depuis 2015. Un filet de sécurité qui reste donc bien maigre pour tous les oubliés de la reprise.